

## **Mettons la grève du 5 décembre et ses suites sur les rails (Communiqué du NPA 65)**

À un mois de la journée de mobilisation interprofessionnelle du jeudi 5 décembre, le gouvernement essaie de tenir deux objectifs apparemment inconciliables : maintenir le cap de ses contre-réformes et empêcher la convergence des colères. Avec « en même temps » un Macron qui étale sa politique anti-migrantEs dans Valeurs actuelles, hebdomadaire d'extrême droite, misogyne, climato-sceptique, et déjà condamné pour incitation à la haine raciale...

Toujours une politique pour les plus riches

En ce début novembre se met en place la réforme de l'assurance-chômage. Le très officiel Unedic estime qu'elle frappera plus de 850 000 personnes, avec une baisse moyenne du montant mensuel de leur indemnisation de 22 %, de 905 euros à 708 euros, les baisses pouvant aller jusqu'à - 50 %, voire davantage !

Dans le même temps, à grands renforts de médias, le pouvoir annonce un plan « hors-normes » pour le 93, département « le plus pauvre » (avec un taux de pauvreté de 28,6 % contre 14,7 % dans l'ensemble du pays), « le plus jeune » (avec 35,4 % d'habitantEs ayant moins de 24 ans), et un des principaux déserts médicaux. Ce plan consiste à donner quelques miettes (166 euros par mois) aux fonctionnaires qui tentent d'y assurer le minimum de service public, ainsi que des mesures ridicules pour les écoles, les hôpitaux ou le logement...

Et à partir de ce lundi 4 novembre, les femmes, dont le salaire horaire brut moyen est en moyenne inférieur de 15,4 % à celui des hommes, travailleront donc « gratuitement » jusqu'au 31 décembre...

Des colères qui montent

L'appel à la journée du 5 décembre, initié par l'intersyndicale de la RATP, est aujourd'hui largement relayé par la CGT, Solidaires, FO, la FSU et des organisations de jeunesse. Plusieurs fédérations, Unions départementales CGT, Solidaires, de nombreux syndicats à la RATP, la SNCF, chez les transporteurs routiers, s'engagent sur une grève reconductible. A Montpellier, « l'Assemblée des assemblées » des Gilets jaunes a aussi décidé de rejoindre cette lutte.

Les fortes mobilisations à la RATP, chez celles et ceux concernés par des régimes spécifiques, les coups de colère à la SNCF, la mobilisation des salariéEs et riverains de Lubrizol, le refus des personnels hospitaliers de la poursuite d'une politique d'austérité destructrice, la contestation dans la jeunesse de l'inaction gouvernementale en matière écologique... Tout montre que la marmite sociale bouillonne.

S'unir et préparer l'affrontement

Face à ce front social, le pouvoir continue de menacer, de réprimer celles et ceux qui s'opposent à sa politique. Mais il veut aussi éviter un affrontement global en faisant mine de prendre en compte des revendications, en jouant la division.

Ainsi, pour les retraites, il laisse ouverte la possibilité d'une « clause du grand-père » un mécanisme qui impliquerait que seuls les nouveaux et nouvelles embauchés soient concernés par la réforme. Une façon de proposer une porte de sortie, d'évitement de la mobilisation, aux confédérations syndicales plus ou moins en accord avec le rapport Delevoye...

À l'occasion des journées de mobilisations existantes- le 14 novembre pour l'Hôpital public et dans les Finances publiques, les 16 et 17 avec les Gilets jaunes, le 30 contre le chômage et la précarité, au quotidien dans les entreprises et les services, avec les sans-papiers - il faut préparer la journée du 5 décembre... et surtout les lendemains, avec la mise en place de cadres unitaires et démocratiques, pour discuter et décider touTEs ensemble.

Le gouvernement et le patronat ne connaissent que le rapport de forces ? C'est à nous de le construire !

Le NPA TARBES, le 5 novembre 2019